Difficile sortie de guerre : de l'Empire ottoman à l'émergence de la jeune République de Turquie (1918-1924)

À l'automne 1918, l'Empire ottoman est emporté par un cataclysme[1]. Il sort, en effet, d'un long cycle de guerre qui a débuté à l'automne 1911, avec la guerre de Tripolitaine, puis les guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale. Si le sultan accepte de signer l'armistice puis le traité de Sèvres le 10 août 1920, un mouvement de résistance se lève face à l'occupation de son territoire et ne dépose pas les armes, refusant les traités imposés au pays. Une guerre d'indépendance se structure progressivement, qui dure pratiquement cinq années. Victorieuse, elle va permettre la renégociation des traités et l'émergence d'un nouvel État-nation, la Turquie, en 1923. Elle débouche alors sur la révolution kémaliste qui occupe une place singulière parmi les révolutions qui ont bouleversé le Moyen-Orient au XX^e^ siècle.

Marquée par une importante crise de légitimité dans l'Empire ottoman, cette période de négociation de la défaite va engendrer une situation extrêmement complexe, pleine d'ambiguïtés, de revirements et d'affrontements. À cet égard, elle verra temporairement s'affronter une dualité de représentations, ponctuée par une guerre civile de trois mois.

Cette contribution propose d'analyser cette difficile sortie de guerre après dix années de pouvoir unioniste sans partage et de resituer ces cinq années de combat pour l'indépendance dans le contexte des relations internationales au Moyen-Orient. Contrairement à la Russie et à l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman est le seul empire toujours existant lorsque la Première Guerre mondiale se termine. Nous étudierons le parcours accompli, de l'Empire ottoman occupé par les puissances de l'Entente à un mouvement national qui parvient à s'imposer grâce à ses victoires militaires, à renégocier les traités et, finalement, à permettre l'émergence d'un nouvel État-nation.

1. Le coût humain de la Première Guerre mondiale est extrêmement élevé en Anatolie qui subit une « guerre totale » et perd trois à quatre millions d'habitants, ce qui représente plus d'un cinquième de la population. Odile Moreau, *La Turquie dans la Grande Guerre. De l'Empire ottoman à la république de Turquie*, Paris, Soteca, 2016, pp. 244-245.

L'EMPIRE OTTOMAN OCCUPÉ

À l'issue de la Première Guerre mondiale, la capitulation sans condition de l'Empire ottoman est suivie par l'armistice de Moudros, signé le 30 octobre 1918 par le sultan-calife Mehmet VI (r. 1918-1922), qui vient d'accéder au trône le 31 août 1918, après le décès de Mehmed V Rechad. Juste après la signature de Moudros, les puissances de l'Entente violent la ligne d'armistice : les Britanniques occupent la ville pétrolifère de Mossoul au nord de l'Irak.

Immédiatement, à la fin du mois d'octobre 1918, le parti Comité Union et Progrès est dissout et de nombreux hauts dignitaires ottomans, dont, en premier lieu, les membres du triumvirat, Enver, Cemal et Talat Pachas, s'enfuient à l'étranger pour éviter toute poursuite. Le nouveau gouvernement ottoman, constitué et dirigé par Izzet Pacha (Furgaç) (1864-1937), est remplacé, du 11 novembre 1918 au 3 mars 1919, par le cabinet d'Ahmed Tevfik Pacha, auquel succède celui mené par Damad Ferid Pacha (4 mars 1919-30 septembre 1919). Cette avalanche de cabinets successifs souligne la grande instabilité politique qui prévaut à cette époque.

Les puissances alliées occupent de vastes territoires ottomans qu'elles convoitent et sur lesquels elles ont passé des accords secrets durant la guerre[2]. En revanche, après la révolution d'octobre 1917, la Russie s'est retirée d'Anatolie orientale et le traité de Brest-Litovsk, conclu en mars 1918, a restitué à l'Empire ottoman les provinces orientales de Kars, Ardahan et Batoum, accordées en 1878 à la Russie à l'issue du traité de Berlin. Les provinces de Kars et d'Ardahan sont toutefois convoitées tant par l'Empire ottoman que par la jeune République d'Arménie qui proclame son indépendance en mai 1918. Quant à Batoum, en Géorgie, elle est occupée, à l'instar de Bakou en Azerbaïdjan, par les forces britanniques.

Puis, le 13 novembre 1918, des navires de guerre de l'Entente arrivent à Istanbul, et la capitale est occupée. Ensuite, en décembre 1918, les forces françaises s'installent en Cilicie, à savoir dans les provinces de Mersin et d'Adana et dans leurs environs. La Grande-Bretagne, quant à elle, occupe Urfa, Marach et Aïntab. Les forces grecques s'installent dans les places stratégiques de la Thrace orientale, en Europe. Ainsi, dès la fin de l'année 1918, une grande partie du territoire ottoman, y compris la capitale, est occupée par les puissances de l'Entente. De plus, au mois de décembre 1918, une administration alliée est créée à Istanbul et le sultan prononce la dissolution du parlement ottoman[3]. Le sultan-calife Mehmed VI conduit nettement une politique de coopération avec les forces alliées dans l'espoir de préserver l'avenir de la dynastie ottomane. Le 8 février 1919, le général français Franchet d'Espérey arrive à Istanbul où il est nommé au poste de commandant des forces alliées d'occupation. Au mois de mai 1919, les

2. L'accord d'Istanbul est passé en 1915 et les accords Sykes-Picot sont conclus en 1916.

3. La dissolution du parlement ottoman permet ainsi au cabinet de Tevfik Pacha de procéder à l'arrestation d'anciens unionistes, selon une liste fournie par les autorités britanniques.

Grecs s'installent à Izmir et dans la partie occidentale de l'Anatolie. Quant aux Italiens, ils débarquent en Anatolie, au mois de mars 1919, occupant les villes de Konya et d'Antalya. Cette occupation de vastes territoires de l'Anatolie entraîne une crise politique qui fragilise le gouvernement ottoman.

Dans la capitale ottomane, les Britanniques adoptent des mesures répressives contre des personnalités turques. Le général Franchet d'Espérey proteste à de multiples reprises contre les tentatives d'hégémonie britannique en Turquie[4]. À l'automne 1919, alors que l'essor du mouvement nationaliste a été exponentiel au cours de l'été, les Turcs manifestent une hostilité croissante envers la Grande-Bretagne. Les autorités françaises espèrent que toute perte d'influence par la Grande-Bretagne sera l'occasion pour la France d'en regagner[5]. Or, dans leurs rapports, le lieutenant-colonel Mougin et le commandant Labonne soulignent que, si dans un premier temps, les nationalistes turcs sont d'abord disposés à solliciter l'aide de la France, il semblerait que l'occupation de la Cilicie et la politique jugée trop arménophile de cette dernière suscitent leur hostilité[6]. Par ailleurs, la Grande-Bretagne cherche à obtenir l'appui des troupes françaises pour lutter contre les nationalistes turcs[7]. Ainsi, la concurrence entre puissances européennes est-elle vive. L'Italie, quant à elle, est considérée comme favorisant l'action des nationalistes turcs pour concurrencer les influences britannique et française.

Les nationalistes turcs négocient avec le sultan et obtiennent, à la fin de l'année 1919, l'organisation d'élections parlementaires qui leur donnent la majorité des sièges. Simultanément, sur le terrain, les forces de l'Entente sont confrontées aux succès militaires des nationalistes turcs. En conséquence, afin de sécuriser la capitale ottomane, elles l'incluent dans la zone militaire sous leur contrôle. Puis, le 16 mars 1920, elles occupent le parlement ottoman et arrêtent nombre d'anciens dirigeants unionistes, dont certains sont envoyés en exil sur l'île de Malte, sous contrôle britannique (*Malta sürgünleri*)[8].

Avant de proclamer la dissolution du parlement ottoman, les députés nationalistes ont fait adopter le Pacte national (*Misak-i Milli*), le 28 janvier 1920. Celui-ci stipule la souveraineté ottomane sur les territoires qui n'étaient pas occupés lors de la signature de l'armistice de Moudros. Or, en pratique, certains territoires ottomans, tels ceux de l'Irak et de la Syrie, sont occupés ultérieurement par la Grande-Bretagne pour l'un, par la France pour l'autre. Puis, le 16 avril 1920, le sultan Mehmed VI

4. Service de l'Armée de Terre, Vincennes (ci-après : SHAT), 7N 3210, rapport du 30 mai 1919.
5. *Ibid.*, rapport du 1er novembre 1919.
6. *Ibid.*, rapport du 7 novembre 1919.
7. *Ibid.*, rapports du 27 décembre 1919 et du 1er avril 1920.
8. Cent quarante-neuf hommes d'État ou militaires de haut rang ainsi que des intellectuels ont été exilés par les autorités britanniques sur l'île de Malte (*Malta sürgünleri*), colonie anglaise. Les arrestations débutent en mars 1919 sur le front d'Irak et se poursuivent jusqu'en octobre 1920. Parmi les exilés, deux figures de premier plan : Ziya Gökalp et Fethi Bey.

procède à la dissolution du parlement, mesure à laquelle les nationalistes turcs répliquent par la constitution d'un gouvernement provisoire faisant office de contre-gouvernement dans la bourgade d'Ankara, sur le plateau anatolien. Mustafa Kemal Pacha y établit alors la Grande Assemblée nationale de Turquie (GANT). Cet essor spectaculaire du mouvement national turc prend racine dans l'humiliation du traité de Sèvres.

L'HUMILIATION DU TRAITÉ DE SÊVRES

Les puissances vaincues, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie ainsi que l'Empire ottoman, sont exclues de la préparation des traités de paix et les conférences qui se réunissent à Londres et à San Remo en 1920 ont pour objectif de pénaliser l'Empire ottoman défait. En effet, elles restaurent les capitulations abrogées unilatéralement par l'Empire à compter du 1er octobre 1914. Elles préfigurent ainsi le passage de l'Empire ottoman à une situation semi-coloniale, tout à fait inédite en regard de son statut d'avant la Première Guerre mondiale. De lourdes indemnités de guerre sont prévues, ainsi que l'allocation de ressources économiques à la France et à l'Italie. En outre, la protection des minorités et la réinstallation des déplacés et déportés depuis 1914 doivent être assurées. Par ailleurs, la mise en œuvre des Quatorze Points du président Wilson suscite des tensions, notamment entre la France et la Grande-Bretagne.

Signé le 10 août 1920 par des représentants du sultan et des partisans de l'Entente libérale qui accèdent au pouvoir en 1919, le traité de Sèvres va contribuer à leur discrédit. À l'instar du traité de Versailles, ce traité est en effet extrêmement sévère et confirme les mandats sur les provinces arabes énoncés lors de la conférence de San Remo, en avril 1920. En effet, il marque la reconnaissance de ces mandats, d'un État indépendant au Hedjaz ainsi que la fin de la souveraineté ottomane sur l'Anatolie et la ville égéenne d'Izmir. Les détroits des Dardanelles et du Bosphore sont placés sous contrôle international et démilitarisés. La Thrace turque, elle aussi démilitarisée, est cédée en partie à la Grèce. L'Anatolie est partagée en zones d'influence française, britannique et italienne. La France se voit attribuer les villes d'Antep, Urfa et Mardin. Quant à la Grèce, elle obtient la région égéenne d'Izmir. La création d'un État indépendant d'Arménie et d'un Kurdistan autonome est préconisée ainsi que le rétablissement des capitulations. En effet, depuis la fin de l'année 1917, un État arménien a vu le jour, que l'Empire ottoman a dû reconnaître en juin 1918. Par ailleurs, les puissances de l'Entente renoncent au versement d'indemnités de guerre.

Ce traité va soulever l'indignation des forces nationalistes. Isolé sur la scène internationale, le gouvernement d'Ankara n'est alors reconnu que par Moscou et c'est le refus de ce traité qui consolide sa légitimité. Il s'organise militairement en intégrant les bandes armées aux forces régulières otto-

manes qui se trouvent dans de nombreuses localités d'Anatolie ; ces forces, commandées notamment par Kazim Karabekir et Ali Fuad, lancent une guerre de guérilla contre les forces d'occupation. Ainsi mobilisent-elles les très nombreux déserteurs qui avoisinent un million d'hommes à la fin de la Première Guerre mondiale[9]. Ces derniers, constituant un large réservoir de combattants potentiels pour la guerre d'indépendance, semblent avoir contribué de manière significative à son succès.

Par ailleurs, les dirigeants unionistes au pouvoir pendant la guerre sont tenus pour responsables de la défaite et sont déférés devant des cours martiales, rendant ainsi impossible leur retour aux affaires. L'ancien ministre de la Guerre, Enver Pacha, est notamment considéré par l'Entente comme un criminel de guerre. S'étant réfugié, dans un premier temps à Berlin, puis, à Moscou et enfin en Asie centrale, son retour en Anatolie apparaît alors hautement improbable.

Une pluralité de mouvements de résistance à l'occupation étrangère se développe en Anatolie ainsi qu'à l'extérieur des frontières ottomanes. À l'instar de Mustafa Kemal, les unionistes en exil se rapprochent aussi des bolcheviques, auxquels ils se présentent en hérauts du combat anti-impérialiste. Simultanément, ils entretiennent des contacts épistolaires avec Mustafa Kemal qui, perfidement, les encourage. Or, l'opération « Nemesis » conduite entre 1920 et 1922 par la Fédération arménienne révolutionnaire pour exécuter les dignitaires du Comité Union et Progrès responsables du massacre des Arméniens, décima les principaux hauts responsables. Ainsi provoqua-t-elle, à l'été 1922, la disparition des unionistes comme force autonome, laissant la voie libre au mouvement national turc dirigé par Mustafa Kemal[10].

LA GUERRE D'INDÊPENDANCE

En Anatolie, la guerre dite d'Indépendance (*Istiklal Savaşı*) suit les quatre années de la Première Guerre mondiale. Le gouvernement ottoman envoie Mustafa Kemal en tournée d'inspection militaire en Anatolie, en qualité d'inspecteur de la Troisième Armée[11]. Ainsi débarque-t-il le 19 mai 1919 à Samsun. Or, il rejoint les mouvements de résistance qu'il fédère progressivement et dont il prend le commandement. Pour ce faire, il s'entoure de généraux prestigieux, tels Kazım Karabekir Pacha et Hussein Rauf Bey, ainsi que de responsables religieux.

9. Odile Moreau, *La Turquie dans la Grande Guerre…*, *op. cit.*, pp. 224-229.

10. Le 15 mars 1921, Talat Pacha est assassiné à Berlin, puis Djemal Pacha le 21 juillet 1922 à Tbilissi. Enfin, Enver, au Tadjikistan, le 4 août 1922, alors qu'il était à la tête d'une révolte des Basmatçi contre les Soviets.

11. Mustafa Kemal Pacha (1881-1938) est un officier général unioniste, mais qui avait été écarté des cercles décisionnels. Ainsi, n'est-il pas impliqué dans les massacres des Arméniens de 1915-1916 tout en ayant gagné une grande notoriété depuis le printemps 1915 où il s'est illustré sur le front des Dardanelles. Après l'armistice, il a sollicité sans succès le poste de ministre de la Guerre.

Plusieurs congrès locaux se réunissent au cours de l'été 1919, à Amasya, à Erzurum, à Balıkesir, à Alaşehir. À Amasya, le 22 juin 1919, la nation est déclarée en danger et la convocation d'un congrès national annoncée. Recevant l'ordre impératif de rentrer à Istanbul, Mustafa Kemal oppose une fin de non recevoir et démissionne de l'armée ottomane (8-9 juillet 1919). Dès la fin du mois de juillet 1919, il réunit le congrès d'Erzurum qui rassemble cinquante-quatre délégués des provinces orientales. Les membres du congrès préconisent la création d'une assemblée nationale qui représenterait le peuple ainsi que la formation d'un gouvernement. En effet, le gouvernement d'Istanbul est considéré comme défaillant. En outre, ils réaffirment leur opposition à l'occupation militaire étrangère. La première version du Pacte national est élaborée.

Le Congrès national se réunit ensuite à Sivas, du 4 au 11 septembre 1919, où l'on reprend et entérine les décisions prises par le congrès d'Erzurum. Il leur confère une dimension nationale, appelant à l'élection d'un parlement national et à la lutte contre les forces d'occupation. Toutefois, la fidélité au sultan-calife est réaffirmée, alors que sont incriminés ses mauvais conseillers, à savoir le gouvernement et le Premier ministre (grand vizir), rendus responsables de la détérioration de la situation. Par ailleurs, à cette époque, le mouvement national turc est loin d'être uniforme ; il est traversé par plusieurs courants, soit centrés sur la libération des territoires turcs soit plutôt sensibles au mouvement dit panislamique.

Il est indéniable que le mouvement national turc revêt alors une dimension religieuse[12]. En effet, les hommes de religion jouent un rôle important dans l'entreprise de libération et de reconstruction du califat. Sur le terrain, à travers les différentes provinces, les *müftis* délivrent des *fetwas* et ont un rôle mobilisateur pour enrôler des volontaires. De même, les *ulemas*, les docteurs de la loi, et les aumôniers militaires appellent à la guerre sainte (ou guerre juste) en Anatolie. Outre l'establishment religieux, les membres des confréries sont eux aussi sollicités. Au cours de l'été 1919, Mustafa Kemal rend visite au Dede (chef spirituel) de la confrérie Bektachie à Hadji Bektach[13]. Il est symptomatique que les dirigeants des comités de défense de la Nation soient des hommes de religion. Ainsi Mustafa Kemal mène-t-il une politique de rassemblement allant au-delà de l'islam sunnite ; il bénéficie, en outre, du soutien des musulmans de l'Inde.

Au début, les déclarations n'ont pas une connotation nationaliste turque, mais sont plutôt teintées de « nationalisme musulman[14] ». En effet,

12. Odile Moreau, « La dimension religieuse de la guerre d'indépendance », in *Réformes militaires ottomanes. XIXe-XXe siècles : nouvelles approches*, Istanbul, ISIS, Analecta Isisiana, CXXXV, 2015, pp. 249-263.

13. La confrérie Bektachi est une confrérie soufie musulmane qui entretenait de bonnes relations avec les unionistes pendant la Grande Guerre. Elle est considérée comme une branche du chiisme par les Turcs.

14. Erik-Jan Zürcher, « The Ottoman Legacy of the Kemalist Republic », *in* Touraj Atabaki (ed.), *The State and the Subaltern. Modernization and the State in Turkey and Iran*, Londres, I. B. Tauris, 2007, p. 108.

Mustafa Kemal lance de nombreux appels à la communauté musulmane et cherche à établir un contact avec les nationalistes arabes en Syrie[15]. En Syrie, l'écho de l'appel au *djihâd* lancé par Mustafa Kemal suscite la réaction de la France qui redoute un rapprochement entre les forces nationalistes turques et arabes de Syrie et qui décide alors de passer à l'offensive en Syrie. Il est même fait état d'un projet de confédération turco-arabe. En juin 1919, une entente aurait été conclue entre Mustafa Kemal, au nom du mouvement national, et Adjemi Pacha, au nom des tribus de Mésopotamie. Adjemi Pacha disposait, en effet, d'une force non négligeable avec ses cinquante mille hommes. Au sein de la confédération préconisée, les deux parties, turc et arabe, auraient un statut d'égalité[16].

Les nationalistes turcs remportent les élections parlementaires organisées au mois de décembre 1919. Lors de la réunion de l'Assemblée ottomane du 28 janvier 1920, les députés votent le Pacte national, texte reprenant ceux d'Erzurum et de Sivas. Il prône l'indivisibilité des territoires ottomans non occupés par les puissances alliées lors de la signature de l'armistice de Moudros. Les députés réclament le retour des provinces orientales de Kars, d'Ardahan et de Batoum. En outre, ils demandent l'abolition des capitulations ainsi que la liberté de navigation dans les Détroits. Cet activisme suscite des craintes chez les alliés, conduisant à une réaction forte de la part des Britanniques qui procèdent à l'arrestation de députés nationalistes dans l'enceinte du parlement, le 16 mars 1920. Outrés, les députés nationalistes votent la dissolution du parlement ottoman, puis, ne se sentant plus en sécurité, s'enfuient à Ankara, une bourgade anatolienne où Mustafa Kemal a installé son quartier général.

TROIS MOIS DE GUERRE CIVILE

Cette rupture importante engendre une représentation duelle. D'une part, le sultan-calife, demeuré dans la capitale ottomane occupée, est accusé d'être sous l'influence des puissances alliées. D'autre part, Ankara devient la base d'une nouvelle représentation du peuple qui se dote d'une armée nationaliste (*Kuvvâ-i Milliye*) combattant les puissances alliées occupantes. En réaction, le 18 avril 1920, le gouvernement ottoman crée l'armée du calife (*Kuvvâ-i Inzibatiye*) pour combattre les forces nationalistes. Damat Ferid Pacha, le Premier ministre, forme le gouvernement le 5 avril 1920, puis rencontre le haut-commissaire anglais, l'amiral John de Robbeck, afin de passer à l'action contre les forces armées nationalistes. Le 11 avril 1920,

15. Par exemple, dans un tract du 20 décembre 1919, « L'appel aux Musulmans de Syrie », Mustafa Kemal demande aux musulmans d'attaquer les Français et s'engage, après la reprise d'Izmir, à « marcher sur la Syrie », *in* Antoine Hokayem et Marie-Claude Bittar, *L'Empire ottoman, les Arabes et les Grandes Puissances*, Beyrouth, Éditions universitaires du Liban, 1981, pp. 295-297.

16. SHAT, 20 N 201, tél. du général Kazım Karabekir au ministre de la Guerre ottoman, 24 octobre 1335 (24 octobre 1919).

le cheikh-ül Islam, Dürrizade as-Seyyid Abdullah Efendi, adopte une *fetwa* prononçant la double excommunication civile et religieuse des « rebelles nationalistes », et ordonnant leur extermination. À cette excommunication répond une contre-*fetwa* du müfti d'Ankara, Börekçizade, appuyée par les signatures de cinquante-trois müftis d'Anatolie. Par conséquent, l'affrontement investit aussi le champ religieux. Simultanément, les nationalistes turcs se battent contre l'avancée grecque dans la zone égéenne.

Dès lors que le sultan-calife et le cheikh ül-Islam rompent avec les forces nationalistes et se rangent aux côtés des forces d'occupation, une dynamique, qu'on peut qualifier de guerre civile, se met en place, opposant l'armée du califat à celle des forces nationalistes turques. Dans un premier temps, l'armée du calife, une organisation semi-militaire, commandée par Süleyman Chefik Pacha et rassemblant environ quatre mille hommes, est basée dans la région de Düzce, non loin d'Istanbul. En raison de dissensions internes, Süleyman Chefik Pacha démissionne et est remplacé par Ahmet Anzavur, un bey abkhaze. L'armée du califat subit les assauts des forces nationalistes turques et, le 23 mai 1920, perd le contrôle des villes d'Adapazari et de Sapanca. Puis, le 14 juin 1920, elle lance sa dernière offensive, mais sans succès, conduisant à sa disparition le 25 juin 1920.

Mustafa Kemal est à la fois le chef exécutif, le président de la GANT et le commandant en chef de son armée. La nouvelle Grande Assemblée nationale de Turquie se réunit pour la première fois à Ankara le 23 avril 1920 et compte environ quatre cents membres. Elle rejette le gouvernement du sultan-calife Mehmet VI, décrédibilisé par sa collaboration avec les forces d'occupation. La GANT rédige une nouvelle constitution temporaire qui proclame la souveraineté de la Nation. Elle s'assigne pour objectif la libération des territoires ottomans dans le cadre du Pacte national. Elle revêt un symbole de victoire pour le califat et pour l'Empire ottoman. Mustafa Kemal s'adresse au monde musulman, afin de libérer Istanbul, considérée comme une ville assiégée. Parmi les soutiens de Mustafa Kemal, le grand cheikh Sanusi, Ahmad as-Charif, joue un rôle important. Invité à Ankara lors de l'accession au trône du nouveau sultan à l'été 1918, le 15 novembre 1920, il assiste à l'assemblée de la GANT. Puis, il se mobilise activement pour rallier des soutiens à la cause de Mustafa Kemal en sillonnant l'Anatolie orientale, comme en janvier 1921, quand il préside une conférence panislamique à Sivas, où il représente la Turquie. Puis, le 18 février 1921, il prononce à Sivas la prière du vendredi (*hutbe*), qui est publiée dans la presse et considérée comme un appel au *djihâd* par les puissances alliées.

Ainsi, les forces nationalistes turques sont-elles en guerre sur trois fronts, face aux forces d'occupation françaises et grecques ainsi qu'à l'armée du nouvel État d'Arménie. En effet, la GANT déclare la guerre à la République d'Arménie le 24 septembre 1920 et passe à l'offensive quatre jours plus tard. Les forces nationalistes turques s'emparent de Sarıkamış et de Kars le 30 septembre 1920. Puis, le 7 novembre 1920, elles prennent Gümri, deuxième ville d'Arménie, et un armistice est signé le même jour. La République d'Arménie, quant à elle, intègre l'Union soviétique le 2 décembre 1920.

LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DU MOUVEMENT NATIONAL TURC

Le seul soutien diplomatique et financier dont dispose alors le jeune gouvernement d'Ankara est celui des bolcheviques. Il se concrétise au cours de l'été 1920 par la signature d'un accord et par l'envoi de caisses d'or à Ankara au mois d'août 1920. Puis, un traité d'amitié et de fraternité réglant aussi des questions de frontières est signé le 16 mars 1921. Ainsi la province de Batoum est-elle cédée à la Géorgie en compensation du soutien russe. Le 13 octobre 1921, le traité de Kars confirme la cession et y associe les républiques soviétiques d'Arménie, de Géorgie et d'Azerbaïdjan. Par ailleurs, l'Empire ottoman recouvre Kars et Ardahan grâce aux négociations diplomatiques menées par les nationalistes turcs en dehors des autorités impériales d'Istanbul.

Lors de la conférence qui se tient de février à mars 1921 à Londres dans la perspective de la révision du traité de Sèvres, les deux gouvernements d'Istanbul et d'Ankara sont représentés. Cette dualité de représentation marque le début de la reconnaissance du gouvernement d'Ankara sur la scène internationale. Cependant, avec l'accord de Tevfik Pacha, seul le ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'Ankara, Bekir Sami (Kunduh), dirige les discussions[17].

Après deux ans de combats, les relations avec la France évoluent progressivement au cours de l'année 1920. En effet, les forces nationalistes remportent des succès militaires décisifs. Peu de temps après, est signé à Ankara, le 20 octobre 1921, l'accord franco-turc Franklin-Bouillon par lequel les Français s'engagent à évacuer la Cilicie[18]. Concluant une paix séparée, la France est la première puissance de l'Entente à reconnaître le gouvernement d'Ankara ainsi que le Pacte national, réalisant une importante avancée vers la reconnaissance internationale[19]. Cet accord établit la frontière entre la Turquie et la Syrie sous mandat français. Alexandrette est cédée à la Syrie sous la condition d'une protection des droits culturels de sa population turque. Cette cession suscite de vives protestations au sein de la GANT, mais, à la fin de l'année 1921, les frontières orientales sont fixées, à l'exception de la frontière au nord de l'Irak, en raison de la question de Mossoul.

Les victoires militaires et diplomatiques des nationalistes turcs contre les Français qui évacuent la Cilicie en 1921, puis contre les Grecs sont présentées comme des victoires musulmanes et Mustafa Kemal comme

17. Hasan Kayali, « The struggle for independence », *in* Rasat Kasaba (ed.), *The Cambridge History of Turkey*, vol. IV : *Turkey in the Modern World*, Cambridge, 2008, p. 135.

18. La renonciation de la France à ses prétentions sur « la zone d'influence » de Cilicie qui lui avait été accordée par le traité de Sèvres du 10 août 1920, conformément aux accords Sykes-Picot de 1916, fut reconnu officiellement lors de l'armistice de Mudanya, signé le 14 octobre 1922.

19. L'accord franco-turc Franklin-Bouillon, ou accord d'Ankara, est signé le 20 octobre 1921 par le ministre des Affaires étrangères de la GANT, Yusuf Kemal (Tengirsenk), et l'envoyé spécial du gouvernement français, Henry Franklin-Bouillon. Yusuf Kemal assigne à cet accord l'objectif de rétablir les relations bilatérales étroites existantes auparavant entre Paris et Istanbul

un combattant musulman victorieux. À cet égard, le 19 septembre 1921, la GANT lui décerne le titre de ghazi, titre destiné aux chefs musulmans ayant remporté une victoire militaire sur les non-musulmans. Figure emblématique, Mustafa Kemal jouit alors d'un grand prestige dans le monde arabe et musulman. Des images de propagande circulent jusqu'au Maghreb représentant Mustafa Kemal entouré du cheikh Sanusi Ahmad as-Charif as-Sanusi et de Saladin, représentant respectivement les musulmans d'Afrique du Nord et ceux du Moyen-Orient[20].

L'ultime campagne militaire, nommée la grande offensive, est lancée le 26 août 1922 ; elle mène à l'entrée des forces nationalistes turques dans la ville d'Izmir, le 9 septembre 1922 et met fin à l'occupation grecque. Elle est le théâtre de nombreux massacres de populations civiles. La bataille de la Sakarya qui dure du 14 août au 13 septembre 1922 marque la suprématie de l'armée nationaliste turque. Puis, le 19 octobre 1922, les forces alliées se retirent, évacuant la capitale ottomane ainsi que le détroit des Dardanelles.

Signé à Mudanya, dans la province de Bursa, le 14 octobre 1922, soit quatre années après l'armistice de Moudros, l'armistice marque la fin de la guerre d'indépendance, sans remettre en cause le traité d'Ankara signé en 1921. Cette victoire permet la renégociation du traité de Sèvres qui s'ouvre à Lausanne, le 20 novembre 1922 et se poursuit durant huit mois jusqu'à la signature du traité de Lausanne, le 24 juillet 1923, entre la Grande Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, l'État serbe-croate-slovène et la Turquie. Ce dernier rétablit la souveraineté turque sur le territoire actuel de la Turquie (Asie mineure et Thrace orientale ainsi qu'une partie de l'Arménie) et reconnaît les objectifs du Pacte national. La dette ottomane ainsi que les capitulations sont définitivement abolies. Quant aux Détroits, ils sont sous souveraineté turque, mais démilitarisés et avec un droit de contrôle exercé par une commission internationale. À la différence du traité de Sèvres, le traité de Lausanne ne prévoit pas la création d'un Kurdistan autonome. Un arbitrage relatif à la frontière avec l'Irak est accepté. En 1926, la SDN confirme le tracé de la frontière turco-irakienne.

LA JEUNE RÊPUBLIQUE DE TURQUIE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le 1er novembre 1922, le sultanat est aboli, provoquant, le 17 novembre 1922, le départ en exil de Mehmed VI, discrédité par les nationalistes pour compromission avec les forces alliées, notamment avec la Grande-Bretagne.

20. Odile Moreau, « Echoes of National Liberation: Turkey Viewed from the Maghrib in the 1920s », *in* James McDougall (ed.), *Nation, Self, and Society in North Africa. Representations of Community, Culture, Politics*, *Journal of North African Studies (JNAS)*, numéro spécial, vol. VIII, n° 1, printemps 2003, pp. 59-71.

L'idée de maintenir le califat en dépit de l'abolition du sultanat est une idée de Mustafa Kemal. À l'automne 1922, il mène d'ailleurs campagne pour préparer l'opinion publique à la suppression du sultanat. Mehmed VI (Vahdettin) est, depuis longtemps, accusé dans la presse de haute trahison en raison de sa collaboration étroite avec les forces d'occupation et de son hostilité à la résistance du parlement. Son cousin, le prince Abdülmedjid (1868-1944), est nommé calife par la GANT ; il fut, de fait, le dernier calife. Or, les opposants vont continuer à considérer le calife comme le détenteur du pouvoir temporel et un groupe d'opposants à Mustafa Kemal gravite autour de sa personne. Le traité de Lausanne confère cependant une grande légitimité au pouvoir d'Ankara et trois mois après sa signature, le 29 octobre 1923, la Grande Assemblée nationale de Turquie proclame la République de Turquie dont Ankara devient la capitale. Enfin, le 3 mars 1924, la GANT abolit l'institution califale.

Le traité de Lausanne apporte une solution au problème des minorités en prônant des échanges de populations avec pour conséquence immédiate, le 30 janvier 1923, une convention signée entre la Turquie et la Grèce qui organise la mise en place de ces échanges entre elles et qui sera annexée au traité de Lausanne. Elle concerne plus de 400 000 musulmans de Grèce (sauf ceux de Thrace occidentale) et plus d'un million de Grecs orthodoxes, souvent turcophones, qui sont expulsés de Turquie vers la Grèce. En 1927, les Grecs ne sont plus qu'une centaine de milliers en Turquie, résidant principalement à Istanbul[21].

En signant des traités de paix et d'amitié, la jeune République de Turquie cherche désormais à promouvoir une politique de neutralité. En effet, de 1923 à 1945, elle entend préserver le *statu quo* obtenu en 1923. Un pacte de non-agression est signé avec l'Italie d'abord, en 1928, un traité d'amitié avec la Grèce en octobre 1930 ; un Pacte balkanique est conclu entre la Grèce, la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie en 1934 ; en 1937, le pacte de Sa'dabad lie la Turquie à ses voisins orientaux, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan. Un accord d'amitié de dix ans est signé avec l'Union soviétique en 1935.

Les litiges territoriaux concernant Alexandrette et Mossoul sont réglés dans les années qui suivent la proclamation de la République de Turquie. Si l'accord Franklin-Bouillon passé en 1921 stipulait l'abandon de la Cilicie et de la région située au nord du golfe d'Alexandrette à la Turquie, la question du sandjak d'Alexandrette restait pendante. Ce territoire, appelé Hatay par les Turcs, jouissait, en effet, d'un statut d'autonomie sous mandat français. Or, les revendications d'Istanbul sur le sandjak se manifestent par une propagande nationaliste turque très active et un soutien aux bandes armées[22]. Les travaux de délimitation de la frontière sont contestés par la

21. Samim Akgönül, *Processus d'extinction d'une minorité de l'âge de l'État-nation à l'âge de la mondialisation*, Paris-Louvain la Neuve, l'Harmattan-Bruylant Academia, 2004.

22. Jean-David Mizrahi, *Genèse de l'État mandataire. Service des renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.

France et par la Turquie. Le 18 février 1926 est signée une « convention d'amitié et de bon voisinage » entre la Turquie et le haut-commissaire français pour la Syrie, puis le traité d'Ankara de 1926 délimite la frontière. Toutefois, en 1936, la signature du traité franco-syrien qui envisage l'indépendance de la Syrie change la donne. La Turquie argue de la protection des minorités et intensifie sa propagande. La question est soumise à la Société des Nations dont une mission dépêchée en janvier 1937 conclut à la présence d'une majorité de Turcs. De peur que la Turquie ne soutienne l'Allemagne lors de la guerre qui s'annonce, la France organise des élections dans le sandjak d'Alexandrette en contrepartie du soutien de la Turquie à l'alliance franco-britannique. Aux élections au parlement local en 1938, les kémalistes obtiennent une courte majorité. Le parlement turc proclame l'indépendance du Hatay, mais un an plus tard, le 23 juin 1939, il annonce le rattachement à la République de Turquie.

Un autre point d'achoppement était la question de Mossoul, riche région pétrolifère, occupée par la Grande-Bretagne après l'armistice de 1918. C'est pourquoi, Mossoul était, aux yeux de la Turquie, partie intégrante du Pacte national. Lors des négociations conduites en 1923 et 1924, la Grande-Bretagne rejeta la proposition turque d'organiser un plébiscite. Leur désaccord fut soumis à la SDN dont la Turquie n'était pas encore membre. Alors que des affrontements opposaient les forces turques et britanniques au nord de la province, la Grande-Bretagne adressa un ultimatum à la Turquie, l'enjoignant de retirer ses troupes. Un an plus tard, en décembre 1925, la commission envoyée par la SDN rendit un rapport favorable à l'intégration de Mossoul à l'Irak, lequel fut approuvé officiellement par la Turquie en juin 1926. Puis, en 1932, la Turquie devint membre de la SDN.

Ainsi, pour contrer l'occupation de l'Empire par les forces d'occupation alliées et peser sur les négociations de la défaite, une multiplicité de mouvements de résistance essaiment tant en Anatolie qu'à l'extérieur de l'Empire ottoman, notamment dans le Caucase et en Asie centrale. Le mouvement national turc conduit par Mustafa Kemal s'impose et se consolide sur le plan politique, diplomatique et militaire. Dans un premier temps, il parvient à fédérer des forces hétéroclites, des bandes armées, d'anciens réseaux des services spéciaux qui sont des forces irrégulières. Afin de rassembler largement, il a recours à des référents religieux, appelle au *djihâd*, fait de multiples promesses reposant sur un « nationalisme musulman », par exemple le projet de confédération turco-arabe. Pour asseoir sa légitimité, il s'entoure de leaders religieux, tel Ahmed as-Charif as-Sanussi.

Le combat pour la souveraineté nationale, tant sur les plans militaire et diplomatique, conduit à une reconnaissance progressive du mouvement national par la communauté internationale. La création d'un nouvel État-nation est le fruit d'une institutionnalisation par étapes successives, de septembre 1922 à mars 1924. La victoire finale contre les Grecs confère une grande légitimité à Mustafa Kemal qui abolit le sultanat le 1er novembre

1922. Puis, trois mois après la signature du traité de Lausanne, la République de Turquie est proclamée le 29 octobre 1923. Enfin, le califat est aboli par la GANT le 3 mars 1924. Ces premières étapes d'un processus révolutionnaire sont suivies par une politique volontariste de modernisation et de laïcisation appelée « révolution kémaliste » qui va profondément bouleverser les relations entre État et société.

Odile Moreau-Richard
Université Paul Valéry – Montpellier-III / Institut des Mondes Africains – Paris-I